



HAL
open science

La guerre et la menace de guerre nucléaire comme instruments diplomatiques et stratégiques d'une Russie autocratique en quête de sécurité et de puissance

Jacques Fontanel

► To cite this version:

Jacques Fontanel. La guerre et la menace de guerre nucléaire comme instruments diplomatiques et stratégiques d'une Russie autocratique en quête de sécurité et de puissance. Cahiers de l'Espace Europe, 2023, 27, pp.1-28. hal-04140130

HAL Id: hal-04140130

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04140130>

Submitted on 24 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La guerre et la menace de guerre nucléaire comme instruments diplomatiques et stratégiques d'une Russie autocratique en quête de sécurité et de puissance

Jacques Fontanel

Cahiers de l'Espace Europe

Juin 2023

Le système politique organisé par Vladimir Poutine fait référence à la nécessité d'une « verticale du pouvoir » en vue de d'éviter l'alternance politique considérée comme un facteur d'instabilité et de faiblesse. Dans un pays où un groupe d'oligarques s'est partagé les richesses du pays, le Kremlin défend un patriotisme personnalisé qui s'exprime par une obéissance « aveugle » à l'action gouvernementale. Inspiré par Ilyine, mais aussi par Dostoïevski, il s'agit de refuser les valeurs occidentales décadentes et de mettre en place un national-impérialisme religieux, capable d'étendre son influence et sa foi à toute sa zone d'influence. La décision de l'opération spéciale en Ukraine était préparée sans doute de longue date, mais début 2022 une fenêtre d'intervention s'est ouverte pour le Kremlin, avec plusieurs facteurs s'affaiblissement des « ennemis » potentiels (Covid-19, crise de l'OTAN, élections démocratiques présidentielles, changements de gouvernements, procrastination européenne, impopularité du gouvernement de Kiev, faiblesse de l'armée ukrainienne, etc.). Aujourd'hui, une guerre d'attrition se profile, mais indépendamment de la victoire militaire de l'un des deux pays, de nombreux scénarios peuvent être conçus, en fonction notamment de la situation économique des pays en action, de l'importance mouvante des forces militaires comparées, des stratégies engagées par les belligérants, de l'utilisation ou non des forces nucléaires, des renversements toujours possibles des régimes dans les deux pays, du soutien populaire et des instances internationales, etc. Le système de libre-échange est aujourd'hui fortement contesté par les politiques mercantilistes, une nécessité au regard des menaces qui pèsent sur la permanence des chaînes de valeurs.

The political system organized by Vladimir Putin refers to the need for a "power vertical" to avoid political alternation, considered a factor of instability and weakness. In a country where a group of oligarchs have shared the country's wealth, the Kremlin defends a personalized patriotism expressed in obedience to government action. Inspired by Ilyin, but also by Dostoievski, the aim was to reject decadent Western values and establish a religious national imperialism,

capable of extending its influence and faith throughout its zone of influence. The decision to launch a special operation in Ukraine had probably been a long time in the making, but in early 2022 a window of opportunity for intervention opened up for the Kremlin, with several factors weakening potential "enemies" (Covid-19, NATO crisis, democratic presidential elections, changes of government, European procrastination, unpopularity of the Kiev government, weakness of the Ukrainian army, etc.). Today, a war of attrition is looming, but regardless of the military victory of one of the two countries, numerous scenarios can be devised, depending in particular on the economic situation of the countries in action, the permanence of comparative military forces, the strategies engaged by the belligerents, the use or non-use of nuclear forces, the still possible overthrow of regimes in both countries, popular support and international bodies, etc. Today, the free-trade system is strongly challenged by mercantilist policies, which are necessary in view of the threats to the permanence of value chains.

Mots clés : Ukraine, Russie, guerre, sanctions économiques, économie de guerre, OTAN, Union européenne, Nouvel Ordre Economique Mondial

Keywords: Ukraine, Russia, war, economic sanctions, war economy, NATO, European Union, New World Economic Order

Avec la guerre en Ukraine se pose la question du développement des autocraties et de l'érosion progressive, au plan international notamment, des valeurs démocratiques. Il s'agit donc d'une guerre qui va bien au-delà d'un conflit de territoire ou de nationalisme. Pour les Etats qui se construisent sur la base d'un recours majoritaire aux volontés d'un peuple, il s'agit de défendre des valeurs de liberté et d'égalité formelles, la fraternité exigeant cependant autre chose qu'un capitalisme aux fortes inégalités économiques. Dans cette situation, la question de la défense des droits de l'homme est engagée. Elle est supposée secondaire quand il s'agit pour Vladimir Poutine de reconstituer concrètement les empires tsaristes ou communistes sous le contrôle de Moscou.

Les scénarios potentiels des acteurs d'un conflit sont nombreux et les experts y perdent souvent leur crédibilité lorsqu'ils en privilégient l'un plutôt que les autres. Fin 2021, face aux opérations militaires préparatoires de la Russie, les pays occidentaux ont menacé Moscou de « sanctions économiques massives » en cas d'offensive contre l'Ukraine. L'arrêt de la mise en place du North Stream2, la privation des nouvelles technologies occidentales ou la déconnexion du réseau Swift (une bombe atomique pour le Ministre des Finances Bruno Lemaire) semblaient des mesures suffisamment graves pour l'économie russe. Pour de nombreux experts surtout européens, il n'était pas dans l'intérêt économique de la Russie de s'embourber dans un conflit à grande échelle contre l'Ukraine. Cette épée de Damoclès n'a pas eu d'effet, comme pouvaient s'y attendre les kremlinologues. Pour Vladimir Poutine, l'impact des sanctions internationales n'est pas jugé négligeable, mais il sait que le peuple suivra et acceptera, de gré ou de force, ces nouvelles contraintes sociales, car les objectifs historiques de la Russie de court et long terme sont bien plus importants à défendre que le bien-être des citoyens. L'Ukraine fait partie de l'histoire de la Sainte Russie, elle ne peut s'abandonner à l'appel des sirènes occidentales qui la pousse à rejoindre l'OTAN, cet organisme militaire qui menace Moscou.

Or, la Russie voit sa sphère d'influence rétrécir (notamment en Europe), son économie fondée principalement sur les ressources de son sol et sa population diminuer alors que celles de ses pays limitrophes

d'Asie (et notamment la Chine) augmentent. L'ombre de Pékin se fait insistante et dominante en Asie, alors que l'Inde devient la plus grande puissance démographique du globe terrestre.

Si l'Ukraine rejoint l'Union européenne et l'OTAN, la Russie n'a plus d'avenir européen autre que celui de la Biélorussie, dont l'utilisation comme zone tampon ne conduit pas Vladimir Poutine à l'envahir, au moins officiellement., tant son influence sur les décisions du gouvernement de Minsk est décisive. En outre, la Russie a besoin des travailleurs asiatiques dans le centre et l'est de son territoire, alors qu'elle se méfie des conséquences d'une immigration chinoise sur son sol qui pourrait, à terme, soulever de nouvelles questions de souveraineté. La Russie, plus grand Etat du monde en termes de superficie, se sent de fait entouré et menacé aujourd'hui et demain par des forces économiques qui ont déjà réussi à participer à l'effondrement de l'Union soviétique. Il s'agit donc de s'ancrer à nouveau sur le territoire européen avec ses deux alliés l'Ukraine et la Biélorussie, deux pays qui permettaient à l'URSS de disposer de deux voix supplémentaires à l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Les valeurs philosophiques de Vladimir Poutine explique en partie son goût pour la guerre, fusse-t-elle éternelle. La décision de l'opération spéciale a alors été choisi à un moment spécifique où les pays occidentaux semblaient, au moins temporairement, affaiblis. Aujourd'hui, plusieurs scénarios concernant cette guerre en Ukraine sont concevables, mais il existe tant de paramètres dans cette situation qu'il est sans doute possible d'en éliminer, mais pas, pour d'autres, d'en négliger la réalisation.

Les bases philosophico-politiques de Vladimir Poutine

Les bases philosophico-politiques de Vladimir Poutine sont clairement énoncées par Ivan Ilyine pour lequel la solution gouvernementale pour la Russie réside dans le choix d'un Guide dévoué, choisi par acclamation, dont la fonction centrale porte sur l'essor, par le glaive et l'épée, des valeurs religieuses de la « grande » Russie historique. Il juge le système politique des démocraties occidentales trop timorées et décadentes, alors que l'objectif principal

de la Russie est de mettre en place un national-impérialisme religieux, capable d'étendre son influence et sa foi à toute sa zone d'influence. Il était donc nécessairement hostile à toutes les puissances étrangères qui avaient pour objectifs de s'emparer des territoires des pays proches, nécessairement amis, qui devaient rester sous le contrôle « naturel » de la Russie. « Sans ennemi, la Russie disparaît » (Nivat, 2023). Dans cette configuration, la « non-violence » soutenue par Tolstoï était une stratégie absurde et sans avenir pour la Russie, laquelle doit se doter d'une armée nationale puissante capable non seulement de défendre ses acquis territoriaux, mais en capacité aussi de conquérir d'autres territoires lorsque les menaces politiques, religieuses ou militaires des autres Etats se faisaient trop pressantes.

Ces idées politiques ont été reprises presque « in extenso » par Vladimir Poutine, pour lequel la liberté individuelle n'est pas opposable à l'Etat légitime, car celui-ci assure la cohésion interne de la Nation russe et organise sa puissance internationale. Pour être mieux compris des citoyens russes, il faut leur donner à lire des textes anciens qui témoignent du caractère sacré de la grande Russie et donnent de la profondeur à la restauration de la puissance de la civilisation russe. L'amour de la patrie se confond avec l'obéissance au Guide. Vladimir Poutine s'appuie aussi d'une part sur les pensées de Soljenitsyne, autrefois contestataire du pouvoir communiste et des goulags, mais aussi fortement impliqué dans l'émergence d'un pouvoir fort pour définir une « voie spécifiquement russe » et, d'autre part, dans une moindre mesure, sur les critiques de Dostoïevski concernant notamment l'intelligentsia et les pensées socialistes occidentales. Vladimir Poutine défend une conception impériale de la Russie en opposition avec les valeurs d'un monde occidental trop matérialiste et ardent défenseur des libertés individuelles au détriment des valeurs collectives du patriotisme. Il prône un national-impérialisme religieux et d'une « dictature démocratique » dirigé par le Guide qui valorise les valeurs historiques de la civilisation russe, dont le poids dans le monde ne peut être qu'au tout premier rang (Fontanel, 2022).

Une nouvelle interprétation de la liberté d'expression et des droits de l'homme doit être engagée, qui ne correspond pas à celle érigée en Occident. Les fameuses libertés occidentales, qu'il faut à tout prix défendre dans chaque Etat, ne sont qu'un leurre appliqué à la Grande Russie, afin de lui contester à la fois ses valeurs et son expansion. Dans

ce contexte, tout citoyen russe doit affirmer son soutien et une loyauté sans faille au pouvoir du Guide, éclairé par les valeurs religieuses. Les bases morales et éthiques de Poutine reposent sur les valeurs chrétiennes, avec la défense de la famille et le refus de l'homosexualité. L'économie de marché doit se plier à ces valeurs, ce qui implique l'intervention du Guide pour orienter l'ensemble de la société russe vers ses objectifs collectifs. Il s'agit donc de supprimer à l'avance toutes les velléités d'intérêts spécifiques multiples, qui constituent autant d'obstacles au rayonnement de la culture et de la puissance russes.

A l'été 2020, la Constitution de la Fédération de Russie a été fondamentalement modifiée, avec la cohabitation de la foi en Dieu adossée au principe de laïcité, à l'image d'ailleurs de la Constitution américaine. L'Etat doit assurer l'éducation patriotique du peuple et il a aussi la responsabilité de défendre des concitoyens russes résidant à l'étranger. De fait, le pays est entre les mains et sous la surveillance et l'administration des *siloviki*, les forces de sécurité civiles et militaires qui quadrillent l'ensemble de la société russe. La plupart des *siloviki* appartenaient déjà à cette fameuse classe quasi héréditaire de la « nomenklatura » soviétique, dont elle a gardé la nostalgie en oubliant les contraintes de l'époque.

La Fédération de Russie est considérée par la loi comme l'unique successeur de l'Union soviétique. Il s'agit de fait d'une captation d'héritage inscrivant la Fédération de Russie dans la continuité de l'URSS. Cette dernière a défendu les valeurs anti colonialistes et impérialistes, elle a été présente pendant les guerres de décolonisations, elle a formé de nombreux cadres africains. Dans ce contexte, elle se propose de remplacer l'influence d'un Occident jugé trop égoïste, impérialiste, donneur de leçons et accapareur, en proposant notamment l'aide du Groupe Wagner, lequel permet au Kremlin de ne pas assumer les nombreuses entorses aux droits de l'homme commises sur les terrains d'exercice civils et militaires.

Enfin, les Présidents présents et passés du pays bénéficient de toute impunité, même au-delà de leurs mandats, ce qui leur donne une immunité à vie. Le Guide ne peut pas se tromper dans le cadre de ses fonctions au regard des conditions concrètes de la gestion de son pouvoir interne et externe. Indirectement, cette conception témoigne de la méfiance naturelle de Poutine à l'égard du peuple russe qu'il faut contrôler car il n'a pas les qualités de s'autoorganiser. De fait, la guerre

en Ukraine n'est pas vraiment populaire en Russie, mais l'obéissance au chef, à l'église orthodoxe et à la force punitive de la loi réduit les risques de manifestation de la colère. Cependant, plus de 700.000 personnes, souvent jeunes et bien formées, ont quitté la Russie pendant toute cette période, notamment au moment de la mobilisation de la conscription.

La Russie de Vladimir Poutine refuse toute vassalité, notamment celle des Etats-Unis qui encerclent la Russie avec les forces militaires de l'OTAN. Si le maître du Kremlin a autrefois dénié la vocation impériale à la Russie, il s'est aussi progressivement donné comme objectif politique de restaurer l'honneur de la Russie fané par l'effondrement du système soviétique et la violence de la transition. La reconstitution de l'empire russe, par l'influence régionale, le soft power, mais aussi s'il le faut par les armes et la guerre, devient un objectif dans l'avenir crépusculaire de Vladimir Poutine. Cette fameuse culture russe s'adresse à tous ses voisins, au moins à ceux dont le russe a été une langue maternelle, et notamment l'Ukraine et la Biélorussie. Par l'entremise de Kirill, l'Eglise orthodoxe soutient et accompagne cette politique, au point de considérer le chef du Kremlin comme le guide que leur a envoyé Dieu, selon les propres termes du patriarche. Vladimir Poutine veut être inscrit dans l'histoire nationale comme l'homme qui aura restauré la grande « Sainte Russie ». L'amour de la patrie se confond avec l'obéissance au Guide.

Le chef du Kremlin a toujours un intérêt fondamental pour la puissance militaire, même si la recherche de celle-ci a fêté l'une des causes de l'effondrement économique de l'URSS. Il valorise les grandes guerres patriotiques de l'Armée rouge. L'éducation des enfants et adolescents insiste sur le patriotisme et la nécessaire défense d'un pays entouré d'ennemis puissants que le courage des soldats russes et la modernité des armements (notamment nucléaires) permettent de tenir éloignés des frontières nationales. Vladimir Poutine considère que le monde occidental a pour objectif de circonvenir la Russie, afin d'y imposer ses règles, celles qui ne répondent pas aux ambitions du peuple russe. C'est pourquoi les citoyens russes doivent rester unis pour défendre le pays, sa constitution et sa religion. D'ailleurs dans cette guerre en Ukraine, les Etats-Unis ont dépensé les deux-tiers des 30 à 35 milliards de dollars d'aide militaire au gouvernement de Zelensky,

preuve évidente de l'intervention de l'impérialisme américain contre les intérêts de la civilisation russe.

En Septembre 2020, Vladimir Poutine exposait, en visioconférence, COVID oblige, sa vision de l'ordre international, soulignant un monde multipolaire, multidimensionnel devenu difficile à déchiffrer. Il défendait alors l'égalité des États souverains, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, le droit des peuples à déterminer leur propre avenir, le non-recours à la menace de la force. Pourtant, Moscou se préparait déjà à la guerre contre l'Ukraine et, indirectement, aux démocraties occidentales. Or, 17 mois plus tard, il déclare la guerre à l'Ukraine qu'il considère comme une partie de la Russie historique. De ce fait, il dénie aussi indirectement le droit de tous les anciens membres de l'URSS de choisir leur avenir dans une mouvance européenne ou occidentale. Les valeurs traditionalistes sont valorisées par rapport aux droits démocratiques, tout en laissant supposer que le pays vit toujours dans une démocratie « renforcée » capable de lutter rapidement contre les ennemis intérieurs et extérieurs. Dans ce cadre, le Président s'arroge un pouvoir discrétionnaire, lequel est le moyen le plus sûr pour conserver indéfiniment le pouvoir au Kremlin.

Vladimir Poutine est de fait soutenu par les oligarques (de gré ou de force), par la droite nationaliste et l'ensemble des forces de sécurité, cette nomenklatura organisée « à la soviétique », qui défend le chef pour se partager les postes publics en vue. Toute l'information est contrôlée. Où un groupe d'oligarques La puissance économique de la Russie réside dans la richesse de ses matières premières et des ressources énergétiques, notamment le gaz, même si les réserves limitées à l'horizon 2040, ceteris paribus. Le pays souffre d'une forte corruption (137^e pays pour la corruption sur 180 pays), son IDH (Indice de Développement Humain) le situe en 50^e position (derrière tous les pays européens), l'espérance-vie a diminué et se situe aujourd'hui à 72 ans (au niveau de la Libye), l'indice de liberté de la presse est le 149^e du monde (derrière le Zimbabwe et même le Venezuela) et, enfin, la population stagne à 145 millions de personnes (en tendance longue, elle devrait diminuer progressivement).

Depuis 2000, Vladimir Poutine appuie son pouvoir sur quatre actions prioritaires, à savoir le redéveloppement de la puissance militaire nationale et du complexe militaro-industriel, le contrôle des hydrocarbures par oligarques interposés, la maîtrise de l'information et

la mise en place progressive de lois lui accordant les pleins pouvoirs. Il n'a pas hésité à intervenir militairement lorsque les pays appartenant à l'ancienne CEI ont cherché à se rapprocher de l'Union européenne et de l'OTAN, principalement à l'encontre de la Georgie (Abkhazie et l'Ossétie du Sud) ou de l'Ukraine (Crimée et Donbass). Il a toujours lutté contre l'élargissement de l'OTAN, car il veut absolument conserver l'influence « historique » des territoires anciennement vassalisés par la Russie. Il faut rappeler cependant, sur ce point, que Gorbatchev et Eltsine avaient, en leur temps de présidence, contesté aussi cette extension de l'OTAN, jugée inamicale et inadaptée à la sécurité de l'Europe.

Moscou exerce aussi une stratégie de « soft power » dans tous les pays de l'ex URSS, tout en s'engageant dans les organisations sportives de prestige (Fontanel, Bensahel, 2001), comme la Coupe du Monde de Football ou les Jeux Olympiques de Sotchi, à l'image de ce que le Qatar ou l'Arabie Saoudite sont aujourd'hui en train d'imiter. Il en va de même des personnalités étrangères (comme François Fillon ou Gerhard Schröder) invitées à collaborer avec les entreprises russes au plus haut niveau, afin d'en faire des relais de l'intérêt de la Russie et de la qualité de son Président auprès des instances internationales. Les services de renseignement russe cherchent aussi à influencer les électeurs des pays occidentaux, afin de favoriser l'élection des candidats les plus proches de Vladimir Poutine.

L'idée d'une coopération avec l'Union européenne n'a jamais été un objectif important pour Vladimir Poutine, qui préfère considérer que son vrai adversaire, le seul digne du niveau de la puissance (au moins nucléaire) de Moscou, ne peut être que les Etats-Unis. Très attaché à la souveraineté de la Russie, Moscou n'imagine pas un instant s'engager dans une Europe qui irait jusqu'à l'Oural, celle qu'envisageait le général de Gaulle. Ce partage de souveraineté lui paraît intolérable, lui qui a pour ambition de réunifier les restes de l'empire russe. En outre, les valeurs démocratiques telles que définies par le monde occidental expriment surtout autant d'aveux de faiblesse et de moyens d'exercice de la procrastination collective.

Vladimir Poutine conduit une stratégie d'étapes en étapes alliant la menace militaire et nucléaire à l'appel à la réaction contre l'influence politique et économique des démocraties occidentales en crise civilisationnelle et politique. En décembre 2021, Vladimir Poutine avait

clairement indiqué que l'Ukraine ne pouvait pas devenir membre de l'OTAN et que l'ensemble de l'Europe de l'Est ne pouvait échapper à l'influence de la Russie. La politique de « voisinage » consiste à promouvoir ou défendre le « Monde russe (*Rousskii mir*) sous la responsabilité du Kremlin. Il s'agit aussi de considérer du devoir de Moscou de protéger les populations russophones en danger hors de Russie. Lorsqu'elles sont majoritaires dans un oblast voisin et qu'elles demandent le rattachement à la Russie, le Kremlin se doit de leur venir en aide, quelles que soient les règles établies du droit international confisqué par les valeurs occidentales. Il s'agit d'un devoir patriotique et humanitaire de les soutenir et même de les annexer, à terme ou immédiatement si nécessaire, dans la Fédération de Russie.

Le retour progressif vers la résurrection du Pacte de Varsovie serait un objectif sans doute inatteignable, sans les avancées possibles d'actions militaires. La question est de savoir si tous les membres de l'OTAN sont disposés à défendre l'Ukraine sur le long terme. De fait, la guerre contre l'Occident a toujours été plus ou moins dans les plans de Vladimir Poutine. Plusieurs « cynerattaques » ont été engagées d'abord contre l'Estonie en 2007 en réponse au déplacement du Soldat soviétique de la deuxième guerre mondiale, qui a paralysé l'administration publique et les entreprises, sans aucune réaction de l'OTAN, malgré les demandes réitérées de Tallinn. Le virus NotPetya s'est introduit dans les sites stratégiques de l'OSCE en 2017. Les cyberattaques des groupes Fancy Bear ou Cozy Near ont été attribués au GRU (Direction générale du renseignement) et au FSB Service Fédéral de Sécurité. Les interventions des organes d'information russes, imitant les journaux nationaux des pays démocratiques ouverts à de nouvelles élections pour soutenir les candidatures qui sont favorables à la Russie sont maintenant connues, mais difficilement neutralisables à court terme. De même, les milice Wagner exercent une influence forte dans de nombreux pays étrangers pour éliminer les influences occidentales et introduire une dépendance sécuritaire russe.

« L'opération spéciale » était conçue bien avant 2022, mais il fallait trouver le bon « tempo » pour l'engager.

La décision de « l'opération spéciale »

Les Accords de Minsk de 2015 prévoyaient une réforme constitutionnelle en Ukraine et des élections à Donetsk et Lougansk, les deux régions tenues par les séparatistes. Cependant, ces deux régions restaient sous pavillon ukrainien, à charge pour Kiev d'engager une réforme constitutionnelle visant à garantir une forme d'autonomie des deux provinces du Donbass. Cette démarche n'a pas été mise en place, les Accords de Minsk étant régulièrement bloqués par les deux Parties principales au conflit. Or, le Donbass est une région peuplée de Russes ethniques et d'Ukrainiens russophones, avec beaucoup de mariages mixtes et un lien étroit avec le patriarcat orthodoxe de Moscou. Dans ce contexte, il est difficile de tirer les fils civilisationnels d'un siècle d'histoire. En tout état de cause, la protection des minorités russes est garantie par la Constitution de la Fédération de Russie, par la force si nécessaire. De fait, depuis plusieurs années, les milices pro-russes dirigeaient déjà une partie importante (notamment les capitales) des deux régions, avec le soutien des oligarques russes et même ukrainiens.

Fin 2021, une fenêtre d'intervention s'ouvre car les Etats occidentaux sont provisoirement affaiblis par la pandémie Covid-19. Le moment semblait propice, sur la base d'une analyse du Kremlin qui tenait compte des éléments suivants :

- Pour Vladimir Poutine, le Président Zelensky était un gouvernant d'opérette, un acteur inexpérimenté, financé par un oligarque peu scrupuleux. Le courage politique du gouvernement de Kiev était supposé ne pas être au rendez-vous de l'histoire face à la puissance de l'armée russe. Tout était d'ailleurs organisé de Moscou pour l'arrêter ou favoriser sa fuite vers l'étranger.

- Ensuite, les menaces d'armes nucléaires contre une Ukraine dénucléarisée, dans un contexte de crise de l'OTAN, devaient avoir un effet dissuasif immédiat, que tous les soldats et civils ukrainiens redoutaient.

- D'autre part, la solidarité entre les Etats de l'Union européenne n'a pas toujours été au rendez-vous dans plusieurs situations (pandémie, défense européenne, endettement public, réchauffement climatique, etc.). En outre, de nombreuses personnalités politiques des pays de l'Union européenne travaillent avec les entreprises russes et doivent servir de caution pour une non réaction militaire de l'Europe.

Une fenêtre d'opportunités d'action s'est ouverte donc fin 2021, début 2022, que Vladimir Poutine a décidé d'utiliser pour mettre en

œuvre son grand dessein. Les Etats occidentaux étaient tous fragilisés par de nouvelles élections (présidentielles en France, législatives en Italie), de nouveaux dirigeants, (Olaf Scholz remplace Angela Merkel) des populations occidentales harassées par le COVID et peu solidaires des actions de leurs gouvernements, l'endettement croissant des finances publiques, les manifestations populaires pour la lutte contre le réchauffement climatique, une dépendance accrue de l'Europe aux ressources énergétiques et naturelles, les « affaires » Boris Johnson au Royaume-Uni ou la déclaration du Président français, Emmanuel Macron, selon laquelle l'OTAN serait en « mort cérébrale ». Or, l'OTAN est une organisation militaire destinée à combattre ou à affaiblir la Russie et à imposer son impérialisme sur l'ensemble du monde. Enfin, les forces militaires de Washington dans ses interventions militaires en Irak et en Afghanistan n'ont pas été couronnées de succès. Elles ont été des forces de destruction, et jamais de reconstruction, avant de rentrer vaincues par le refus de leurs peuples d'adopter les règles de la civilisation occidentale pro-américaine. En outre, les populations occidentales « en décadence » ne voudront jamais s'engager dans une guerre pour l'indépendance de l'Ukraine.

Dans ces conditions, du fait de la fameuse procrastination des décisions de Bruxelles et des divergences politiques récurrentes des responsables politiques européens, l'instant était propice à une action qui devraient permettre à la Russie de s'imposer suffisamment vite pour rendre l'invasion des territoires conquis irréversible, et donc définitive.

Dans ce contexte, la « Grandeur » de l'Etat ou de la civilisation russe ne peut être subordonnée aux desideratas éventuels d'un peuple menacé par l'extension de règles « démocratiques » affinées au goût de valeurs occidentales décadentes. Les citoyens russes doivent accepter les souffrances d'aujourd'hui pour soutenir les valeurs historiques de la civilisation de la grande Russie. Dans ce contexte, Moscou s'est senti particulièrement fort au début de l'année 2022, face à Joe Biden jugé moins épidermique et plus mesuré a priori que Donald Trump quant à un soutien des Etats-Unis au gouvernement ukrainien, dirigé par un Président néophyte, ancien comédien, devenu très impopulaire dans son pays, alors que les russophones semblaient être favorables au retour de Moscou dans les affaires publiques de l'Ukraine.

Enfin, le poids économique, démographique et politique des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) est devenu

incontournable, d'autant que face à la puissance américaine, ils témoignent ensemble une solidarité en vue de remettre en cause le système politico-économique dominant imposé par Washington. Cette solidarité protège la Russie de se trouver engagée sur d'autres fronts militaires que ceux prévus aux frontières de l'Ukraine et de subir, seul, d'autres combats politiques dans les instances internationales. Au plan des instances mondiales, Vladimir Poutine considère que les Occidentaux n'ont eu aucun scrupule à violer les principes du droit international, avec l'exercice continu du néo-colonialisme et l'intervention de l'OTAN dans la guerre du Kosovo, sans mandat de l'ONU. Dans ce contexte, ils ne peuvent pas donner de leçons à la Russie pour une action similaire bien plus justifiée au fond.

L'opération spéciale décidée, il fallait faire vite et envahir l'Ukraine avant même que l'Union européenne ou les Etats-Unis aient eu le temps d'organiser leurs efforts pour venir en aide au gouvernement de Kiev. Pour Poutine, la guerre et les conflits territoriaux font l'histoire, ils ont des formes d'action différentes en fonction des stratégies politiques et militaires des acteurs internationaux. Dans ce contexte, l'opération spéciale en Ukraine n'a pas eu tactiquement les résultats espérés au Kremlin, mais elle n'est pas perçue non plus comme un échec stratégique, car elle a contribué à envahir les oblasts ukrainiens désormais annexés à la Fédération de Russie. Face à l'opinion internationale, Moscou, en recherche de justification d'une guerre frontale relativement inattendue, développe un discours sur l'existence d'une préparation planifiée d'attaque de l'OTAN contre les objectifs et intérêts de la Russie, par tous les moyens civils et militaires disponibles, comme en témoignent la réponse collective et solidaire d'un Occident pourtant quotidiennement fracturé par les oppositions entre ses membres.

Après avoir joué la rapidité d'action avec l'opération spéciale en Ukraine, Poutine, conforté par sa puissance nucléaire, s'inscrit dans le temps long du « grignotage », en considérant que la Chine peut elle-même chercher à retrouver l'intégralité de son territoire en envahissant Taïwan, ce qui conduirait les Etats-Unis, engagés sous deux théâtres d'opération, à négliger une Europe affaiblie et prête à accepter de nouvelles concessions militaires et même territoriales en faveur de la Russie. Est-ce que l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord (qui pose le principe selon lequel une attaque contre l'une des parties est

considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties) s'appliquera à tous les nouveaux pays membres ? Le Kremlin considère que la probabilité de son application n'est pas totalement avérée, au regard des réactions des citoyens européens, face aux conséquences d'un conflit nucléaire.

Le conflit avec Washington et Bruxelles ne peut s'éteindre sans l'existence constante de rapports de force équivalents, susceptibles à tout moment de conduire à des engagements militaires de conviction ou d'opportunisme. Pour Vladimir Poutine, la guerre ou sa menace restent une constante quasi éternelle. L'Occident veut tuer la « vraie » Russie et l'asservir philosophiquement, politiquement, voire militairement. Il s'agit donc d'un combat existentiel, qui nécessite la relance des industries d'armement et l'essor de la propagande nationale et internationale favorable à l'essor de la préparation à la guerre. Aujourd'hui, l'objectif principal porte sur l'affaiblissement de l'Occident, demain ce sera celui des autres grandes puissances, Chine et Inde comprises. La Russie doit redevenir un « phare » du monde, comme il l'a été pendant trois quarts de siècle. En ce sens, l'opération spéciale de Poutine n'est pas une action « one-shot ». Si, in fine, elle réussit, elle va s'élargir à d'autres territoires, soit par l'invasion, soit par la finlandisation, soit encore par l'acceptation des règles civilisationnelles définies par Moscou. Poutine est devenu un « chien de guerre », dont les objectifs ne pourront jamais être réalisés pendant la période qui lui reste à vivre.

Les analystes occidentaux et les soutiens de Poutine au moment où Eltsine déclinait n'ont vu en lui qu'un technocrate manipulable, alors qu'il était déjà atteint sans doute du syndrome d'hubris, avec une forte tendance à la paranoïa. Les dirigeants politiques et les oligarques, sous la haute autorité du Kremlin, disposent aujourd'hui d'un contrôle étroit et répressif des expressions politiques des opposants et ils valorisent l'image d'une Russie intégrée dans une économie de marché qui n'est, de fait, au niveau national, qu'une économie de rente dont ils sont les grands bénéficiaires. Aujourd'hui, la Russie veut coloniser une Ukraine dont les dirigeants, depuis la révolution de Maïdan, sont plutôt nouveaux dans l'arène politique, alors qu'en Russie, face à une expression politique bâillonnée, aucun renouvellement des générations ne s'exerce.

Vladimir Poutine engage une guerre impériale, à consonance coloniale. Le refus de reconnaître la nation ukrainienne met en évidence les sentiments impériaux du Kremlin. L'Ukraine n'est que la « petite sœur » de la Russie, non pas celle d'aujourd'hui qui exige l'égalité des droits, mais celle d'hier qui doit organiser sa vie en fonction des desideratas du « pater familias », en dépendance complète quant à ses propres choix. Toute la réflexion philosophique de Poutine porte sur l'idée d'une Russie millénaire, avec une civilisation propre, qu'il va falloir conserver coûte que coûte, sans égard pour les nouvelles règles des temps modernes. Les règles qui s'appliquent au monde entier ne peuvent s'appliquer à la Russie et à ses dirigeants, qui sont investis d'une mission spéciale, celle de faire triompher dans le monde les valeurs de la Russie éternelle.

La volonté de « désukrainisation » devient prioritaire, quels qu'en soient les conséquences humaines. Ceux qui s'opposent ainsi à la réalisation de la « Russie éternelle » n'auront pas d'autres choix que la mort, l'enfermement, le silence ou l'exil. Dans ce contexte, le droit international et les crimes de guerre ne peuvent évidemment pas être opposés au Kremlin, lequel pense que les « larmes et le sang » sont nécessaires historiquement pour un avenir meilleur pour une Russie aujourd'hui menacée par l'extension des valeurs occidentales. Face à ce comportement, la question génocidaire mérite d'être posée, s'il s'agit pour le Kremlin de détruire une nation qui veut se détacher politiquement et philosophiquement des intentions et exigences politiques de son bourreau. La violence des propos des proches de Vladimir Poutine semble rappeler les mauvais relents de l'histoire coloniale ou même du nazisme.

La mission spéciale de « créateur » d'une nouvelle Histoire nationale, voire internationale, conforte les hommes du Kremlin dans l'idée d'appartenir à un « ordre supérieur », qui peut s'affranchir alors des règles démocratiques et du droit international pour imposer des règles qui confortent leur puissance et leur supériorité sur la supposée médiocrité des pensées et des actions de l'humanité moderne. La « mission » emporte toute considération humanitaire, il s'agit de créer un autre monde, dans lequel les citoyens, jugés fondamentalement incompetents, devront soutenir, par la force de la propagande ou celle de la répression, le pouvoir en place. La « mission » d'élargir l'influence de la Russie par la force militaire n'est pas suffisamment

précise pour imaginer une fin au conflit politique et militaire face au ressentiment violent qui anime le Kremlin à l'encontre des pays occidentaux, lesquels, il est vrai, n'ont pas toujours considéré la Russie de Poutine, affaiblie par le démantèlement de l'URSS, comme l'interlocuteur privilégié de leurs relations internationales, au détriment de la Chine bien sûr, mais aussi de l'Inde. Ce ressentiment existe aussi dans la société russe, c'est sans doute même le point d'ancrage principal du soutien à la politique du Kremlin développée et contrôlée par la propagande publique.

Pour le citoyen russe, l'ordre mondial semble injuste et favorable d'abord aux Américains et Poutine pense que son rôle historique, validé par Kyrill, est de redonner sa puissance à une Russie attaquée par les valeurs décadentes de l'Occident. Il ne s'agit donc pas de rendre plus aisée la vie de ses concitoyens, il faut simplement redonner le lustre civilisationnel d'une Russie habituée à se battre pour survivre. En ce sens, nombreux sont les Etats qui rejoignent la Russie sur ce ressentiment contre la forme « paternaliste » d'agir sur les autres régimes politiques sous prétexte de « modernisation » et d'une aide au développement qui renforce plus la puissance de l'Occident que l'économie des pays bénéficiaires, toujours en voie de développement.

La fameuse « fin de l'histoire » prônée par Fukuyama a mis en exergue la puissance de la civilisation américaine, laquelle s'est alors à la fois gargarisée à l'excès de son excellence et présentée comme l'exemple incontournable à suivre pour tous les autres pays. Pour lutter contre cette « volonté » de puissance en actionnant le sentiment du ressentiment collectif, il faut mettre en évidence l'impasse dans laquelle s'inscrit aujourd'hui la politique de Vladimir Poutine pour la Russie. La présentation d'une démocratie occidentale proche des citoyens n'est qu'une parure de la ploutocratie ambiante, ce qui ne constitue pas une solution viable pour résoudre les questions de long terme qui se posent aujourd'hui à l'humanité.

Si la guerre en Ukraine est toujours une guerre de territoire, elle répond aussi à la volonté d'un pays de reconstituer les valeurs fondamentales qui fondent l'unité des communautés humaines. La Russie a ainsi reconnu l'indépendance des « républiques populaires » autoproclamées de Louhansk et Donetsk, plus connues comme le Donbass au bord de la mer d'Azov, tout en y adjoignant des troupes de « maintien de la paix », comme elle l'a fait par ailleurs, sans mandat de

l'Organisation des Nations Unies, en Georgie, au Karabakh (zone contestée entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie) et en Transnistrie (Moldavie).

C'est pourquoi l'idée d'une guerre négociée est difficile à concevoir aujourd'hui, car la volonté de vaincre pour l'un, de résister pour l'autre sont trop puissants pour laisser une place aux pourparlers de paix. Pour l'Ukraine, il s'agit de récupérer l'entièreté de son territoire, pour la Russie d'obtenir à la fois de nouveaux territoires rattachés à la Fédération de Russie et l'obtention d'une forme de finlandisation de l'Ukraine, laquelle avait déjà été dépouillée, avec l'effondrement de l'Union soviétique, des forces nucléaires installées sur son sol, les mêmes (quoique techniquement améliorées) qui aujourd'hui menacent Kiev.

Les stratégies du hard et soft power, au fil de l'eau

L'envahissement de l'Ukraine n'est que le résultat d'une stratégie russe qui, du fait même de l'existence de la force nucléaire, considère que la guerre d'aujourd'hui est d'abord fondée sur des armes psychologiques (Minic, 2023) de soft power, d'information travaillée et ajustée constamment distillée sous forme de propagande étatique. Pour contrôler un autre pays, la force militaire n'est souvent considéré que comme un appoint, un instrument comme un autre. Il s'agit, à l'instar des leçons de Sun Tzu, d'utiliser les moyens modernes pour atteindre les objectifs politiques désirés. Il s'agit donc, pour le pays A de créer les conditions d'exercice d'un pouvoir sur un autre pays B en vue de le contraindre à suivre ses propres intérêts, selon des formes plus ou moins contraignantes. La « finlandisation » d'un pays constitue, par exemple, une solution intéressante pour la Russie, celle qui consiste à empêcher le pays limitrophe d'appartenir à une organisation internationale de défense opposée ou à développer des stratégies de défense qui pourraient paraître menaçantes pour Moscou.

La conception soviétique était fondamentalement plus militaire, même si la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme a beaucoup participé au « soft power » de Moscou, identifié internationalement comme le successeur naturel de l'URSS. Cependant, la préparation à la guerre est onéreuse, notamment lorsque le pays opposé dispose d'une force économique supérieure. La course aux armements conduit

inéluctablement le pays le plus faible à réduire le potentiel productif de son économie, conduisant ainsi à une spirale négative insupportable, quel que soit le soutien populaire au régime en place. L'économie planifiée de l'URSS a été fragilisée pendant plus de quatre décennies à vouloir rivaliser militairement avec les puissances occidentales sous le leadership de Washington. Or, les actions militaires des grandes puissances n'aboutissent plus vraiment vers des victoires probantes, car l'ensemble de la société attaquée n'accepte pas ce contrôle obtenu par la force des armes, même si des liens historiques sont restés bien présents. La lutte armée détruit, crée les conditions des griefs propres à la course aux armements, mais elle n'assujettit pas suffisamment pour maintenir cette domination dans le moyen terme. Les difficultés de la Russie à gérer le conflit militaire avec la Georgie ont mis en évidence cet état de fait, alors qu'aujourd'hui Tbilissi, malgré sa volonté de souveraineté, reste relativement neutre au regard sur le conflit Russo-ukrainien.

De nouveaux outils existent qui transforment les conditions de la puissance des Etats. Ils concernent la dissuasion stratégique, l'emploi de forces spéciales capables d'actions rapides et efficaces, la gestion des informations nécessaires à la fois au « soft power » mais aussi à recueillir des soutiens externes, la cybersécurité et les cyberattaques destinées aussi bien aux forces civiles que militaires, certaines formes de terrorisme ou de contrôle par la propagande des idées et des rapports de force. La guerre militaire n'est plus la solution dans le long terme, à moins d'être une composante de la guerre « hybride », laquelle est d'autant plus efficace lorsqu'elle est conduite secrètement en contournant, justement, le moyen de la lutte armée. C'est ainsi que les Etats-Unis ont réussi à détruire l'URSS, sa structure, ses civilisations et son idéologie. « L'armée rouge » était encore perçue, par les experts militaires de toutes nationalités, comme la plus forte au monde dans les années 1980, mais l'Union soviétique a échoué dans l'exercice de cette guerre hybride » qui a progressivement érodé la puissance économique et sociétale de la Russie. Les stratèges russes considèrent que cette guerre hybride menée par l'Occident a été d'une efficacité exceptionnelle, puisqu'elle a permis la chute de l'URSS, plusieurs révolutions (arabes ou de couleurs) ou le changement de pouvoir à Kiev sans engager pour autant de moyens militaires directs.

Avec l'effondrement de l'Union soviétique l'armée russe a dû subir une défaite politique, la conversion de nombre de ses productions militaires, au point d'abandonner progressivement la puissance de ses forces conventionnelles tournées vers l'Europe (Fontanel, Gaidar, 1998). Elle est restée cependant la plus puissante en termes d'armes nucléaires dans le cadre des accords Start, ce qui lui donnait confiance quant à sa capacité infinie de nuire en cas d'attaque touchant à sa propre sécurité nationale. Lorsque le réarmement a été engagé sous la Présidence de Vladimir Poutine, il ne s'agissait plus de repartir sur les mêmes bases d'une production d'armements prioritaires, mais plutôt d'engager de nouvelles structures et stratégies militaires moins frontales, mais proposant plus de potentiel de contournement, de diversité et d'actions civiles. Il a été créé de nouveaux départements concernant la sécurité informatique ou de guerre « hybride », avec des commandements cybernétiques, d'opérations spéciales et d'état-major général capable de coordonner les réponses stratégiques militaires et civiles adaptées. L'armée russe a été professionnalisée, notamment dans l'engagement des actions « spéciales » rapides, avec des personnels entraînés aux multiples dimensions politiques, économiques et stratégiques de l'opération. Moscou mène aussi des actions en Afrique afin d'obtenir un soutien d'acteurs étatiques des pays tiers, grâce à la guerre de l'information, à l'aide militaire des régimes dictatoriaux, à la propagande, aux soutiens de certaines formations politiques étrangères, et aux ingérences politiques qui s'appliquent à l'ensemble du monde démocratique.

Lorsque Vladimir Poutine s'engage dans l'opération spéciale en Ukraine, il considère que les conditions de son action sont équivalentes à celles engagées en Crimée huit années auparavant, avec sans doute un peu plus de difficultés internationales qui trouveraient rapidement une solution avec la mise en place d'un gouvernement ukrainien ouvert aux stratégies du Kremlin. Cette opération spéciale constitue cependant un échec patent, elle n'a été ni bien préparée, ni bien conduite, et les failles du service de renseignement se sont avérées particulièrement nombreuses. Il ne s'agit pas de remettre en cause la « guerre hybride », mais plutôt la stratégie mise en place, l'opération militaire ne devant intervenir qu'après un affaiblissement substantiel de la société ukrainienne. Cependant, même en cas de succès, cette réunification

n'aurait pas acquis pour autant le sceau de la permanence. Dans les relations internationales ou dans la population ukrainienne.

Cependant, s'il n'a pas toujours eu le soutien ferme des pays des BRICS, il faut cependant constater à quel point ceux-ci cherchent à minimiser cette action qu'ils considèrent quasiment comme une guerre interne à l'ex URSS, un système avec lequel ils ont engagé des combats historiques contre le colonialisme, l'apartheid ou le racisme, comme s'ils avaient une dette face à la toute-puissance d'un capitalisme qui a surtout enrichi les pays développés. Aujourd'hui, la Chine, l'Inde, le Brésil ou l'Afrique du Sud ne veulent pas accuser Moscou, ces Etats appellent plutôt à une paix qu'ils savent bien aujourd'hui impossible, au moins à court terme.

Les BRICS contestent le pouvoir du dollar et l'impérialisme américain et commencent à comprendre que Vladimir Poutine a réagi par la guerre à cette violence constante développées par les puissances occidentales contre les vœux réels de la Russie et de l'Ukraine enfin réunies. Il s'agit de ne pas laisser la Russie devenir le seul coupable de la situation, afin de ne pas fragiliser les combats du groupe BRICS, dont les membres ont plutôt la volonté de contester le droit international imposé par les Etats-Unis. L'appartenance au BRICS est en outre une demande croissante de la part de nombreux pays, comme si l'essentiel n'était pas la guerre d'aujourd'hui en Ukraine mais bien le combat international contre les dominations multiples, dans la plupart des secteurs de la vie politique, économique et sociale, des valeurs occidentales. Les autocraties ont la volonté de se soutenir mutuellement, afin d'éviter le retour à une démocratie manipulable, mais aussi parfois contestataire des pouvoirs en place.

La guerre en Ukraine entraîne une crise profonde du libre-échange et un retour violent et rapide aux enjeux concrets de puissance et de leadership mondial. Les sanctions économiques contre les "Etats voyous" et la Russie (depuis l'annexion de la Crimée) avaient maintenu le rôle de l'Etat dans le fonctionnement de l'économie mondiale, mais les questions de sécurité internationale semblaient secondaires par rapport aux menaces des crises économiques et sociales. Avec cette nouvelle guerre d'usure, ce sont toutes les économies nationales qui sont menacées, avec la remise en cause de la fameuse loi des avantages comparatifs qui fonde la primauté du libre-échange, l'essor des menaces de sanctions économiques conduisant à la méfiance

progressive du principe de l'interdépendance économique en l'absence d'alternatives satisfaisantes. En raison des sanctions économiques, le commerce international subit des perturbations dans les chaînes de valeur, en particulier pour les produits de haute technologie, les matières premières et les ressources énergétiques.

Les marchés européens ont été affaiblis par leur dépendance énergétique à l'égard de la Russie, ce qui a conduit les gouvernements à rechercher d'urgence de nouvelles ressources auprès de partenaires alternatifs. La guerre elle-même a eu des effets délétères en termes de destruction et d'accroissement de l'effort militaire, mais elle a surtout mis en péril des activités économiques essentielles, en particulier les exportations de céréales et d'engrais de deux des plus grands exportateurs mondiaux, ce qui a fait peser une grave menace de pénurie alimentaire mondiale, en particulier dans les pays en développement. La mondialisation et l'interdépendance économique compromettent la sécurité nationale de tous les pays.

Aujourd'hui, le gouvernement des États-Unis, grand défenseur historique du libre-échange depuis la fin de la dernière guerre mondiale, programme des mesures de protection de l'industrie américaine, au nom même de la sécurité nationale, et propose une politique économique à la fois keynésienne et mercantiliste en faveur des productions nationales menacées, mais aussi d'ouverture pour ses exportations nationales avec ses alliés. Une guerre technologique directe entre la Chine et les États-Unis est en cours et se poursuivra sans doute dans les années à venir, notamment en ce qui concerne les avantages conférés à la concurrence internationale de la Chine, deuxième puissance mondiale, qui bénéficie encore de son statut de pays en voie de développement lui permettant de contrôler ses importations. Cependant, l'objectif de la Chine est la transformation à terme de l'ordre économique international. Dans ce contexte, la guerre en Ukraine sert ses objectifs, avec le soutien des BRICS, notamment pour récupérer à terme Taïwan, considérée comme partie intégrante de la Chine continentale. Progressivement, le "friendshoring" s'imposera, reconstituant un monde de blocs économiques et militaires, sur la base de frontières toujours mouvantes.

Les hypothèses de scénarios plausibles

La guerre en Ukraine a mis en évidence l'actualité de l'impérialisme russe, lequel effraie tous les Etats qui ont une frontière commune avec la Russie. Les anciennes démocraties populaires sont clairement opposées à cette guerre et souhaitent, tout comme les anciens membres baltes de l'URSS, la « libération » de l'Ukraine. Il faut noter aussi que, malgré la pression de Moscou, le Kirghizistan ou l'Ouzbékistan ont clairement résisté à l'appel de la Fédération de Russie, en menaçant même d'engager des poursuites pénales contre leurs ressortissants installés en Russie qui s'enrôleraient. La méfiance s'amplifie pour les anciens amis, qui comprennent que le Kremlin veut leur reprendre leur indépendance, quel qu'en soit le prix. Pourtant, la Fédération de Russie se présente elle-même souvent comme la victime d'un ordre international dominé par l'impérialisme américain, qu'il a bien fallu combattre pour récupérer une Crimée très majoritairement habitée par de « vrais » Russes. L'augmentation des dépenses militaires engagée par la Fédération de Russie va exercer des effets plutôt nocifs sur la croissance économique de la Russie, notamment dans le cadre d'une conscription qui réduit la population active de la production nationale et implique des investissements importants dans le seul secteur militaire.

Vladimir Poutine se présente éhontément comme la victime d'une agression du monde occidental, qui souhaitait réduire la Russie en une colonie de fait, ce qui explique aujourd'hui les sanctions économiques exercées à son égard. Les postures anticoloniales du Kremlin fonctionnent plutôt bien dans les pays africains en manque de démocratie réelle et aspirée par l'autocratie revendiquée ou non des gouvernements. Or, l'histoire témoigne que la colonisation n'a pas été réalisée par les seuls Européens. La colonisation engagée par la Russie impériale jusqu'à l'extrême Est du pays est toujours occultée. Les pensées de l'eurasisme développée par Alexandre Douguine, considèrent même que la Russie est le centre d'un troisième continent entre l'Europe et l'Asie, reconnaissant ainsi le caractère naturel de l'expansion de la Russie européenne vers l'est asiatique, pour le bien des peuples qui en font partie, Moscou s'inscrivant ainsi comme la troisième Rome. Il ne peut donc pas s'agir d'une colonisation, mais de composantes de la Grande Russie, à laquelle ont toujours été opposés les puissances occidentales. Pourtant, compte tenu des populations vivant sur ces régions, il n'est pas excessif d'envisager des luttes

d'indépendance dans les années à venir, peut-être même avec l'aide de la Chine.

Pour Dmitri Peskov porte-parole de Vladimir Poutine, la guerre en Ukraine est quasiment un conflit politique et armé entre la Russie et l'Occident (Monnet, 2023). L'opération spéciale a été menée, selon lui, pour assurer la sécurité des habitants du Donbass désireux d'appartenir définitivement à la Fédération de Russie. En outre, face à la violence de l'impérialisme occidentale, Moscou a besoin d'élargir la zone tampon, en vue d'éloigner autant que possible les territoires nationaux d'une Ukraine devenue, sous la présidence de Zelensky, un vassal de la civilisation occidentale. Vladimir Poutine parle lui-même d'une « zone sanitaire » à mettre en place sur le territoire de l'Ukraine, en vue de maintenir hors de portée immédiate les tentatives éventuelles de Kiev de s'attaquer au territoire de la Russie et protéger les citoyens russes des bombardements commandités par Kiev.

Cependant, le Kremlin est de plus en plus convaincu que cette première opération devra ensuite être prolongée pour libérer l'Ukraine de l'influence des Etats-Unis et des nazis ukrainiens. Quelles que soient les armes utilisées dans le cadre de cette « guerre hybride », cette guerre ne se terminera que si les objectifs de Moscou sont atteints, même si elle conduit à la destruction de l'Europe. Pour les stratèges du Kremlin, la Russie a été capable de développer des missiles hypersoniques, des ICBM de nouvelles technologies et un système des missiles défensifs sans égal dans le monde. Enfin, la Russie cherche à convaincre la communauté internationale du double discours des pays occidentaux, lesquels absorbent plus de 90 % des produits alimentaires ukrainiens exportés à moindre prix, les détournant ainsi de leur destination traditionnelle vers les pays en développement de l'Afrique.

Pour accroître cette protection du territoire national de la Russie, la Biélorussie a été dotée d'armes nucléaires tactiques, complètement déployées fin 2023 et intégralement contrôlées par Moscou. La Biélorussie est dirigée par un gouvernement fantoche qui ne doit son statut que par la grâce et le soutien du Kremlin. Ce déploiement d'armes renforce de fait le contrôle militaire de ce pays tampon qui, sous certaines conditions, qui ne sont pas encore remplies, pourrait redevenir un Etat fédéré de la Russie, en cas de changement de gouvernement à Minsk. Vladimir Poutine continue à menacer ses adversaires de l'utilisation de l'arme nucléaire, mais il est probable que

si une attaque de ce type a lieu, elle partira de Biélorussie, en vue d'internationaliser le conflit, en cas de riposte. Au plan strictement militaire, les Etats occidentaux sont contraints de revoir la question de la supériorité aérienne de plus en plus difficile à mettre en place, sauf sans doute par les Etats-Unis, ce qui rendrait la défense européenne encore plus dépendante de Washington, ni nécessaire.

Dans ces conditions, l'Ukraine est doublement menacée, alors que l'ensemble du pays ne survit qu'avec les aides et subventions accordées par les pays occidentaux. La question est de savoir si l'Europe pourra maintenir son soutien financier, alors qu'une crise mondiale de l'endettement est à craindre compte tenu des fragilités du système bancaire. Aujourd'hui plusieurs scénarios sont concevables, mais les crises économiques et écologiques peuvent encore modifier les rapports de force dans un monde qui a eu la foi dans le pacifisme du libre-échange, le fameux doux commerce de Montesquieu), alors que le conflit des intérêts rend la guerre toujours disponible, en l'absence de contrôle mondial des armements.

Plusieurs scénarios sont concevables :

- la victoire de l'Ukraine et le recul de la Russie aux frontières internationalement reconnues par la communauté internationale ;
- un changement de pouvoir et de stratégie au Kremlin, quels qu'en soient les raisons, qui pourraient conduire à une recherche d'armistice, même si une continuation de la guerre ne serait pas non plus à exclure, mais sans Poutine.
- une guerre d'attrition militaire à horizon pluriannuel ;
- la domination de la Russie sur l'ensemble de l'Ukraine, mais avec une résistance nationale armée et civile forte dans tout le pays, soutenue par la guerre économique du camp occidental contre la Russie et ses éventuels alliés ;
- la victoire de la Russie soutenue par les BRICs, les pays autocratiques et d'autres pays émergents, dans le cadre d'une contestation du leadership mondial des valeurs humanistes et démocratiques occidentales ;
- un accord international concernant la codirection provisoire de la Crimée et la restitution des oblasts ukrainiens confisqués par la Russie, avec ou sans statut spécial pour les deux régions ;
- l'utilisation de l'arme nucléaire par la Russie sur le sol ukrainien modifierait en profondeur toutes les stratégies aujourd'hui développées,

notamment en termes de rétorsion. Est-ce que l'OTAN serait capable d'engager tous ses Etats membres dans un conflit nucléaire si seulement un seul d'entre eux était directement menacé ?

- Enfin, comme le Kremlin ne sera pas vraiment en mesure d'accepter l'idée même d'une défaite, il faudrait trouver un argumentaire positif qui puisse expliquer aux citoyens russes l'arrêt des hostilités dans l'honneur, pour en revenir quand même à la situation du début 2022.

Se poserait aussi la question des dommages de guerre. Parfois, il faut accepter une paix satisfaisante pour aucune partie plutôt que la perpétuation de conflits armés destructeurs et permanents qui n'offrent aucun avenir viable aux générations nouvelles. Cependant, le retrait des troupes russes donnerait un signal positif pour la paix dans le monde. D'abord, elle inciterait Pékin à s'interroger sur l'intérêt d'une intervention militaire à Taïwan. Dans ce contexte, Xi Jing Ping aurait plutôt intérêt à demander à la communauté internationale de faire respecter l'idée selon laquelle cette île appartient toujours légalement (en droit international) à la Nation chinoise et que, sur des périodes fixes, soit posée au peuple la question de son rattachement effectif au continent chinois. Ensuite, elle mettrait en évidence le fait que l'utilisation de l'arme nucléaire est fondamentalement dissuasive et qu'elle ne constitue pas une arme d'attaque acceptable par la communauté internationale. Enfin, la Russie redeviendrait un Etat normal, qui ne disposerait pas ou plus la puissance militaire qui jusqu'alors lui était encore reconnue. En outre, elle ferait un grand pas en avant dans la modernité en réfutant le mythe de l'homme providentiel, lequel, à chaque fois dans son histoire, l'a conduit aux plus grands excès et à la violence interne.

Conclusion

La guerre en Ukraine a provoqué une crise profonde du système de libre-échange mis en place mondialement en 1995 avec la création de l'Organisation Mondiale du Commerce, devenue aujourd'hui impuissante. Avec cette nouvelle guerre d'attrition, toutes les économies nationales sont concernées et les sanctions économiques constituent une réponse mercantiliste aux affrontements militaires. Le libre-échange commence à souffrir d'obsolescence et les sanctions

devenir une règle explicite ou implicite. La globalisation et l'interdépendance économique fragilisent la sécurité nationale de chaque pays. Washington engage des mesures de protection pour l'industrie américaine, au nom même de la sécurité nationale, et fait valoir une préférence nationale dans un programme économique partiellement de type keynésien. Progressivement, le système de « friend-shoring » commence à s'installer, notamment pour tous les biens et ressources stratégiques, dans un monde de blocs économiques et militaires, sur la base de frontières encore mouvantes. Se posent enfin les questions relatives à la démocratie, au respect des droits de l'homme, à la mise en place d'un développement économique durable à la lutte contre le réchauffement climatique.

La guerre est revenue à nos portes, elle n'est pas seulement militaire, elle est aussi économique (développement économique durable vs guerre économique), politique (démocratie ploutocrate vs autocratie, sous fond de corruption et de paradis fiscaux), technologiques (monopoles et oligopoles et GAFAM vs Chat GPT), écologique (pollutions et réchauffement climatique vs récession économique), sociale (croissance des inégalités et de la précarité vs oligarchie), humaines (immigrations vs luttes identitaires), et même religieuse. L'époque à venir est à la fois dangereuse et passionnante. Seule la sagesse partagée des hommes peut conduire à sa potentielle éternité.

Références

Aben, J., Fontanel, J. (2019), Military expenditure as a proxy for State's power, *Defence and Peace Economics*, Volume, 30, Number 2,

Allison, G. (2019), *Vers la guerre*, Odile Jacob, Paris.

Brunat, E. Fontanel, J. (2018), La Russie de retour comme puissance militaire ? *Annuaire Français de Relations Internationales*, Vol. 19, Paris.

Brunat, E., Fontanel, J. (2023), When Mercantilism Upsets Neo-Classical Liberal Thinking, the Pandemic Covid-19 as a Revelation, *International Conference on Disaster Management. Global pandemic and its impact 2023*, Jan 2023, Binghamton, New York.

Case, A., Deaton, A. (2020), *Deaths of Despair and the future of capitalism*, Princeton University Press, Princeton.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis J-F. (1981), Le désarmement pour le développement. Fondation des Etudes de Défense Nationale, 19, 173.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2013), War and capitalism, *The marketing of war in the age of neo-militarism*, Routledge.

Eltchaninoff, M. (2015) *Dans la tête de Poutine*, Essai, Actes Sud.

Eltchaninoff, M. Ivan Ilyine, l'inspirateur secret du poutinisme, *Revue des Deux Mondes*, Septembre.

Fontanel, J., Smith, R. (1985), Analyse économique des dépenses militaires, *Stratégique*.

Fontanel, J., Gaidar, Y. (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, Presses Universitaires de Grenoble.

Fontanel, J. (1998), Une Russie trop affaiblie peut devenir une menace pour le monde entier, *Cahiers Espace Europe*, hal-03738217

Fontanel, J. (2019), Différends, conflits et guerres économiques. *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, N°11.

Fontanel, J. (2022), Les conséquences économiques des sanctions internationales contre la guerre de la Russie en Ukraine, *Paix et Sécurité Européenne et Internationale*.

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2023), The Covid-19 highlights international insecurity and the violence of globalization, in *International Migration, COVID-19, and Environmental Sustainability*. Emerald publishing, 33

Fontanel, J. (2023), *The Covid-19 and the war in Ukraine*. International Conference Disaster Management: Global Pandemic and Its Impact, University of Binghamton, Jan 2023, Binghamton (New York), United States (à publier).

Fontanel, J. (2023), *La guerre en Ukraine, la crise de la globalisation économique normalisée et le retour à la fragmentation politique des marchés*. Economistes contre la Course aux Armements. Avril. hal-04084729

Minic, D. (2023), *Pensée et culture stratégiques russes. Du contournement de la lutte armée à la guerre en Ukraine*, Maison des sciences de l'homme.

Monnet ; N. (2023) ; Guerre en Ukraine : « Pratiquement une guerre entre Moscou et l'Occident », selon le porte-parole de Vladimir Poutine, Guerre en Ukraine, *International Actu*, 18 Juin.

Nivat, G. (2023) Le Kremlin d'aujourd'hui garde l'empreinte du léninisme et du stalinisme, *Le Monde*, 25 janvier 2023.

Piketty, T. (2019), *Capital et idéologie*, Le Seuil, Paris

Saby, B, Saby, D. (2016), *Compétitivité, mercantilisme et guerre économique*, l'Harmattan Paris.

Smith, R., Fontanel, J. (2008), International security, defence economics and the powers of nations, *War, Peace and Security*, Emerald, Bingley

Sokov, N. (2016), La Russie, le désarmement et les traités de contrôle des armements, *Note de l'Observatoire franco-russe*, n°14, Octobre.

Sushcheva, N., Fontanel, J. (2020), *L'arme économique du droit extraterritorial américain*, hal-02144089

Yudin, G. (2023), Poutine veut une guerre éternelle ». Entretien, *La Russie d'après*.